

Fuite à la raffinerie TotalEnergies de Donges : l'aveu du maire face à la colère des riverains

[Presse Océan](#) Malo RICHARD. Publié le 16/10/2024 à 19h08

L'association environnementale dongeoise des zones à risques organisait une réunion publique mardi 15 octobre 2024. Épaulée par des riverains, elle demande des comptes sur la gestion de la fuite à la raffinerie de Donges fin 2022. Le maire reconnaît des défaillances.



La fuite à la raffinerie TotalEnergies de Donges le 21 décembre 2022 n'a pas fini de faire parler. | ARCHIVES AFP LOÏC VENANCE

La prochaine fois, je n'obéirai pas. La phrase, prononcée par le maire de Donges François Chéneau, a fait l'effet d'une bombe mardi 15 octobre. Parmi la quarantaine de personnes présente à la réunion publique de l'association environnementale dongeoise des zones à risques (AEDZRP), le premier magistrat a reconnu avoir été en difficulté le 23 décembre 2022, quarante-huit heures après qu'[une fuite importante de naphta a été décelée à la raffinerie TotalEnergies.](#)

À 7 h 50, l'agence régionale de santé (ARS) me demande de faire évacuer le multi-accueil parce que les mesures faites à l'intérieur du bâtiment laissent apparaître des dépassements de seuil, raconte l'élus. L'idée était d'orienter les enfants vers la médiathèque, encore plus dans le faisceau des émissions...

Fort heureusement, dans le même temps, l'alerte auprès des familles les convainc de ne pas venir les déposer. Mais que dire à la centaine d'habitants qui résident autour de ce multi-accueil ? interroge alors François Chéneau qui, avec du recul, reconnaît qu'il aurait

dû passer outre les instructions du directeur de cabinet du préfet qui nous avait demandé de ne rien faire. La prochaine fois, je n'obéirai pas .



Le maire de Donges François Chéneau a reconnu qu'il n'aurait pas dû obéir aux services de l'État en ce qui concerne l'évacuation d'une partie de la population après la fuite du 21 décembre 2022. | PHOTO PO

« On continue à faire croire qu'il ne s'est pas passé grand-chose »

Suite à cet aveu, la colère a résonné dans la salle polyvalente de l'hôtel de ville. En situation de crise, la communication est sous la direction exclusive du préfet de région et tout le monde se conforme , se défend François Chéneau. Ne rien faire, c'est la pire des choses , lui rétorque un représentant de l'AEDZRP. Ça aurait été bien que vous posiez la question lors de la commission de suivi de site (CSS) début septembre . Car depuis, c'est l'omerta, le déni , dépeint la présidente de l'association Marie-Aline Le Cler. On continue à faire croire aux gens que, finalement, il ne s'est pas passé grand-chose.

Plusieurs questions restent alors en suspens : que s'est-il passé entre décembre 2022 et septembre 2024, date à laquelle [le rapport de l'Institut national de l'environnement](#)

[industriel et des risques \(Ineris\) a été rendu public](#) ? Et surtout, quelles éventuelles conséquences sanitaires cette fuite pourrait avoir à court et long terme sur la population ?

L'AEDZRP confie avoir envoyé plusieurs courriers à l'ARS. Des courriers restés lettre morte. Sollicitée par *Presse Océan*, l'ARS assure, par mail, avoir apporté des éléments de réponse à l'association lors de la commission de suivi de site en septembre . L'agence gouvernementale précise par ailleurs qu'un courrier à l'attention de l'AEDZRP est en cours de finalisation .

« J'avais mes gamins dehors ce jour-là, je suis inquiète »

Par la voix de sa présidente, l'association indique être en train de rédiger un nouveau courrier à l'ARS dans lequel elle propose que des bilans sanguins soient réalisés à titre gracieux. C'est la seule solution pour rassurer les gens , lâche Marie-Aline Le Cler, tout en demandant l'appui du maire. J'avais mes gamins dehors ce jour-là, je suis inquiète. Que va-t-il se passer derrière ? interroge une habitante de la commune.

Élodie, aussi, est en attente d'un retour de l'ARS depuis le printemps dernier. La jeune femme, habitante de Donges depuis 2017, a lâché la deuxième bombe de la soirée lorsqu'elle a fait part de la leucémie myéloblastique aiguë dont a été diagnostiqué son fils de 3 ans en avril 2023. Je ne veux pas accuser l'accident qui a eu lieu à la raffinerie, il n'y a pas de preuve concrète , tempère l'intéressée. Mais le contraire n'est pas à exclure non plus et il est prouvé que l'exposition au benzène d'enfants en bas âge provoque ce genre de maladie... Je trouve ça fou qu'aucun suivi n'ait été fait après cet accident pour savoir si, oui ou non, il pourrait y avoir un impact sur la santé !

Évacuation : les limites de l'exercice

L'AEDZRP demande à ce que soit mise en place une biosurveillance sanitaire, en particulier pour les enfants, que l'inspection générale des affaires sociales soit saisie pour analyser la gestion de l'accident, et qu'une réflexion soit menée autour de l'exécution d'un exercice de crise impliquant mieux l'ARS, la municipalité et la population. En toile de fond, la question de l'évacuation en cas de nouvel accident de cette nature.

Ça fait vingt ans que j'habite face à la raffinerie, ça fait dix ans qu'on voit les accidents se répéter. Ça commence à poser problème, surtout quand on veut densifier la population du quartier avec des projets immobiliers , témoigne une Dongeoise. On pourrait travailler en sécurité et minimiser considérablement les gênes des riverains. Total a les moyens de le faire , réagit Fabien Privé Saint-Lanne, délégué syndical CGT.



Marie-Aline Le Cler, présidente de l'AEDZRP, est longuement revenue sur l'accident survenu à la raffinerie de Donges le 21 décembre 2022. | PHOTO PO

Si on devait évacuer la population aujourd'hui, comment ça se passerait ? interpelle une nouvelle arrivante dans la commune, tout en faisant remarquer qu'elle n'a pas été sensibilisée sur la marche à suivre en cas d'alerte. François Chéneau annonce que le document d'information va être renouvelé en 2025. Quant aux exercices grandeur nature, l'élu avance des résultats contrastés, comme en [janvier 2016](#) où un certain nombre de défaillances avaient été soulevées. On n'arrive pas à joindre tout le monde par téléphone, idem sur les réseaux sociaux.

Un habitant propose alors la mise en circulation de voitures avec haut-parleur pour alerter la population. Une bonne idée, reconnaît François Chéneau. Mais la préfecture a toujours fait savoir que ce n'était plus d'actualité. Le maire de Donges indique également qu'il a demandé aux services de l'État à ce qu'on réétudie la question des sirènes. Mais ils ne sont pas favorables à cette démarche. De quoi agacer Marie-Aline Le Cler : Le jour où ça se produira, ce sera trop tard, lâche Marie-Aline Le Cler.